

La Nation

Journal vaudois

JAA. 1000 Lausanne 1

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



Le discours de l'Église face à une société qui se disloque

L'Église évangélique réformée du Canton de Vaud a publié des statistiques dont les courbes évoluent toutes à la baisse, qu'il s'agisse des fidèles déclarés, de la fréquentation des cultes, du nombre des enfants qui suivent l'école du dimanche, des catéchumènes, des actes de mariages, de baptêmes et d'enterrements.

C'est vrai que l'Église subit les effets de la décomposition de la civilisation chrétienne qu'elle a inspirée. Cette civilisation lui a fourni, durant des siècles, un appareil artistique, littéraire, philosophique, politique même, qui doublait sa prédication. La chrétienté était le miroir de l'Église dans le monde. Le miroir s'est terni et tordu, l'Église ne s'y reconnaît plus guère.

Les statistiques affolent ceux qui ne regardent la réalité qu'à travers elles. Mais, on le sait depuis David¹, les dénombrements ne sont pas la manière la meilleure d'aborder la réalité. Et le statisticien ne peut pas déduire grand-chose de «scientifique» quand le Christ lui dit²: «Là où deux ou trois sont réunis en mon nom, je suis au milieu d'eux», ce qui est la définition même de l'Église.

L'Église continue d'exister, même réduite et brinquebalante. Son langage reste clair pour ceux qui pratiquent leur foi dans le cadre ordinaire. Pour les générations suivantes, des nouveaux reprennent la charge, à l'image des Jack, jeunes animateurs œcuméniques de camps et d'études bibliques. Les Petites Ecoles de Crêt-Bérard proposent une formation chrétienne dans tous les domaines de la vie spirituelle. Mentionnons encore les groupes de prière, les séminaires de théologie, les camps de jeunes, les visiteurs hospitaliers, que sais-je? Quant aux paroisses, elles ne sont pas que des survivances coûteuses d'un passé révolu. La foi partagée y est réelle et efficace. Il faut y réfléchir sept fois avant d'évacuer ces réalités vivantes, même marginalisées,

même submergées (dans certaines grandes villes), pour les remplacer par des nouveautés séduisantes sur le papier, mais à l'efficacité des plus incertaine.

On nous renvoie à l'urgence: «Plus le temps pour les finasseries théologiques ou ecclésiologiques, il faut foncer!» Bien sûr, mais on tient ce discours depuis si longtemps qu'il a fini par engendrer une ambiance échevelée qui chauffe les têtes et brouille le jugement. Alors, on piétine dans l'action à court terme, on bouleverse les structures intérieures, les méthodes catéchétiques, les relations avec l'extérieur. Et comme les courbes statistiques continuent de descendre, on change, et on change encore, et encore. On croit à chaque fois qu'on va retrouver la maîtrise et on ne trouve que la déception et l'épuisement, les rancœurs et les divisions.

Une des tentations de l'Église est de complaire aux idées dominantes en lâchant, comme on lâche du lest pour remonter (dans l'air raréfié des statistiques), les éléments de la foi chrétienne les plus informulables en langage moderne. Dans cette perspective, toutes sortes de notions, centrales autrefois, la Trinité, le salut, les miracles, ne sont plus pertinentes aujourd'hui. Elles l'étaient peut-être à l'époque où l'Église a formulé le dogme, mais aujourd'hui, c'est fini. Evacuons-les! Ce serait sans doute plus rapide, plus confortable et plus valorisant à court terme. Mais cela conduirait à faire de l'Église un service semi-officiel d'animation morale et spirituelle de la société. C'est sans intérêt, et surtout sans avenir.

Cela dit, la question demeure: comment retrouver un langage commun, qui rende la bonne nouvelle accessible à toute la population et pas seulement à quelques-uns? Cette question se pose à la plupart des Églises, mais en particulier aux Églises réformées, qui privilégient le recours à la parole au détriment des rites et des images.

On peut être tenté de recourir aux langages à la mode pour profiter de leur dynamique. Au siècle passé, on l'a essayé avec le langage marxiste. On pensait pouvoir le baptiser, mais c'est plus souvent l'inverse qui s'est produit. C'est qu'avec le langage, on acceptait implicitement la pensée qui l'inspirait et qui définissait la religion comme «l'opium du peuple».

Aujourd'hui, on recourt plutôt au langage sociologique, statistique ou managérial. L'opération «Église à venir» avait opté pour le langage de l'entreprise. Là de nouveau, ces langages, qui ont leur raison d'être dans leur domaine, sont impropres à parler des fondamentaux du christianisme. En y recourant, l'Église se dévalue et se piège elle-même.

Elle a naturellement des choses à dire sur les questions qui se posent à la société. Mais elle doit les dire avec ses propres

mots. En matière d'écologie, par exemple, elle passe à côté de l'essentiel si elle se contente d'accrocher son wagon à celui des Verts. Elle doit, certes, condamner la prétention prométhéenne de l'homme moderne à la domination totale de la création, mais elle doit aussi, symétriquement, mettre en question la religiosité écologique qui sacralise, voire divinise la planète. L'Église seule peut empêcher que la société ne saute directement du laïcisme moderniste au paganisme panthéiste. De même, elle est appelée à faire connaître ses positions dans tous les autres domaines de la vie individuelle et collective, mais toujours selon son point de vue original et dans son langage spécifique. Et c'est à travers ce langage qu'elle doit s'efforcer de renouer avec la société.

Olivier Delacrétaz

¹ II Sam. chap. 24.

² Matth. 18 :20.

Occident express 65

La presse mondiale fait (enfin!) état des différences statistiques béantes entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest dans la crise du coronavirus. Alors que l'on compte les morts par dizaines de milliers entre Paris, Londres et Milan, on les compte par centaines entre Varsovie, Bratislava et Belgrade. Plusieurs articles sont revenus récemment sur ces stupéfiants écarts pour tenter d'en comprendre les raisons. La raison la plus souvent citée par les experts tient en un seul mot: la conscience. Les citoyens des pays d'Europe de l'Est ont une conscience bien plus aiguë de leur fragilité que leurs frères et sœurs d'Europe de l'Ouest. Ils savent que leurs systèmes de santé, leurs infrastructures et leurs économies ne peuvent pas se permettre une contagion hors de contrôle. Et que, même s'ils n'ont pas voté pour leurs gouvernants, la vie de leurs parents et grands-parents et leur survie en tant que nation sont probablement plus importantes que les apéros entre amis, et même plus importantes que la liberté de la presse. Cette conscience a poussé leurs dirigeants à mettre en place très vite des mesures particulièrement sévères et restrictives, et les populations à respecter ces mesures. Ce n'est pas un hasard si la ligne de démarcation de cette conscience départage ceux qui ont connu le communisme de ceux qui ne l'ont pas connu. Cette expérience dramatique a elle-même été précédée par une expérience de la Seconde guerre mondiale infiniment plus sanglante que celle dont peuvent se souvenir les Occidentaux. Les champs de ruines, les villes rasées, les

millions de victimes, les populations déplacées, les batailles de chars, à quelques exceptions près, c'est surtout dans ces régions qu'on en trouve la trace. Rien qu'en Serbie, la liste des massacres de populations civiles, les bombardements massifs et le sadisme même de l'occupation allemande m'ont ouvert les yeux sur une réalité toute autre de la Seconde guerre, que j'assimilais jusqu'alors surtout à Auschwitz, au *Blitzkrieg* et à la Normandie. Et j'ai découvert que cette mémoire-là, en Europe de l'Est en général, est en réalité plus intacte et plus douloureuse que la mémoire du communisme. Ces atrocités ayant été suivies par l'absurdité de l'expérience communiste, elles ont offert aux peuples qui en ont souffert une bonne leçon d'ironie et de relativisme. Elles ont ancré de ce côté du continent une conscience aiguë de l'imprévu et de l'impermanence qui m'est utile chaque jour dans ma vie belgradoise. Il est donc logique que la réaction collective face à l'imminence du danger soit plus déterminée et pratique à Belgrade qu'à Berne, où l'on compte aveuglément sur la solidité du système. Il est désormais certain que les Serbes ou les Slovaques souffriront bien plus que les Suisses ou les Anglais des conséquences économiques de cette crise, même s'ils l'ont beaucoup mieux gérée qu'eux. Mais il est tout aussi certain que, armés de cette conscience et de cette ironie, les Européens de l'Est sauront apprécier le retour à une vie normale bien mieux que les Européens de l'Ouest.

David Laufer

Votations fédérales du 27 septembre 2020

- Initiative fédérale «Pour une immigration modérée (initiative de limitation)»: **OUI**
- Modification de la loi sur la chasse: **OUI**
- Modification de la loi sur l'impôt fédéral direct (déductions fiscales pour enfants): **OUI**
- Modification de la loi sur les allocations perte de gain (congé paternité): **NON**
- Arrêté fédéral relatif à l'acquisition de nouveaux avions de combat: **OUI**

«Moi, je peins dans mon village»

Aimé Pache, peintre vaudois est le quatrième roman de Ramuz, paru en 1910. Ramuz a trente ans. De Paris où il vit depuis presque dix ans, il voit mieux son pays, notre Pays de Vaud, il en ressent l'absence et en saisit l'importance fondamentale pour lui.

Aimé — au très beau prénom, car il sera *aimé* par la vie — se dit, une fois son collège fini, à 15 ans: «Je serai peintre.» Il ressent le «goût» de cette vocation et va dès lors s'y consacrer corps et âme, de manière absolue. Ce roman raconte ainsi le processus consistant à devenir un artiste accompli. Ce processus est complexe, parsemé de difficultés à surmonter, lesquelles sont surtout personnelles et artistiques. Ramuz peut dès lors se concentrer sur les problématiques psychologiques, morales et esthétiques qui tenaillent son personnage et qu'il a certainement éprouvées lui-même *mutatis mutandis*.

Le narrateur d'Aimé Pache le dit très clairement. L'artiste cherche à exprimer les choses parce qu'il les aime d'un amour total. La force de la vie, «c'est l'amour». Il n'y a aucune mièvrerie dans cet «amour». Cette notion de l'amour chez Ramuz est profonde, grave et légère en même temps. L'amour est le principe vital, l'essence de la vie. C'est un amour terriblement exigeant aussi, absolument pas superficiel ou ennuyeux.

L'artiste a la mission de mettre en évidence dans son art la beauté du monde. Il désire aussi *faire un* avec le monde, être *relié* à la nature et aux hommes dans une *intense unité*. La dernière phrase du roman, qui est proprement philosophique, l'indique: «Je vais de partout vers la ressemblance, c'est l'Identité qui est Dieu». L'artiste perçoit d'abord, par un immense travail d'observation et de maturation intérieure, l'«idée» des choses: «Et alors, plus profond en lui, entrait l'idée

des plantes, l'idée de l'arbre, avec ses fruits, l'idée qu'il était comme l'arbre et la plante, frère d'eux et frère de tout.» Cette «connaissance exacte des choses», ce «sens précis d'elles dans leur intimité», permettent à l'artiste de connaître les ressemblances «profondes», «cachées», «essentielles» qu'il y a entre la *nature* et les *hommes* d'un *pays*.

Et le rôle de l'artiste sera de l'*exprimer*. Il trouvera ainsi la *justification* de son action par rapport aux autres hommes de sa communauté. L'artiste aura dès lors un rôle légitime dans la société. Les autres hommes *agissent*, chacun dans leur domaine; l'artiste *exprime* le monde et la vie au service de sa communauté. Son *action* est d'*exprimer*. Aimé avait tôt eu cette visée essentielle: «Parler, comme ils ont fait, la véritable langue, mais, eux, c'était sans le savoir. Peindre comme ils ont peint sur les portes des granges, comme ils ont peint sur les vieux coffres, et ils ont aimé les petits bouquets.» L'artiste lutte contre la *séparation* qui éloigne les êtres les uns des autres, et les êtres humains de la nature. Il contribue à diminuer cette séparation, et même parfois à la supprimer durant de brèves périodes de plénitude et de bonheur, durant notamment les «minutes heureuses». La religion de ce grand agnostique qu'a été Ramuz est la littérature, «religion» cousine du christianisme qu'il connaît bien et qu'il respecte. Par son art, il exprime l'identité des choses et des hommes, identité éprouvée dans un amour absolu, radical. Il montre aussi que tout est *consentement*. Tout consent à tout, et cela amène au *repos*, à la *paix*.

En outre, l'artiste, selon la pensée d'un Ramuz qui n'a encore que trente ans, n'est pas hors-sol ou individualiste. Il est enraciné dans un peuple, une «race» même — terme couramment utilisé à cette époque —, et un pays. Il est d'une «race», c'est-à-dire d'une généalogie d'êtres humains constituant un peuple, une ethnie, ayant développé des singularités, des spécificités (un *ethnos* et un *mythos*). Et ce peuple a un sol, un pays. C'est le *pays*. Pour Ramuz, comme pour Aimé, qui est un peintre *vaudois*, c'est le Pays de Vaud. Cette notion de pays est fondamentale pour Ramuz.

La lecture de ce roman nous met aussi à l'épreuve, comme toujours chez Ramuz. On est désabusé à voir la peine qu'Aimé éprouve à développer

son art. On le voit négliger sa vocation et sa famille — sa mère, sa terre, son pays — quand il tombe amoureux de la jolie Emilienne. Lorsqu'il revient au pays, dans les hauts de Morges, dans la ferme familiale des Bornes, le lecteur est désespéré de le voir végéter, peut-être devenir «fou», un nouveau Jean-Luc se dit-il alors, et craint de vivre à nouveau un échec tellement amer, car il a vécu pendant déjà une dizaine d'heures de lecture en empathie avec Aimé... Il a passé des années à suer sang et eau pour tenter de créer, cela serait terrible que rien n'aboutît. Et là, il y a un miracle, une «résurrection» — terme utilisé par le narrateur ramuzien — réalisée par la puissance de l'âme et les processus spirituels qui y œuvrent. Aimé reçoit d'outre-tombe le pardon de sa mère défunte qu'il n'a pas su accompagner vers la mort. Et cette voix qu'il entend va lui enjoindre d'aimer «cette terre pour l'amour d'elle». Cela le libère de tout. Il peint enfin en étant satisfait de son travail. *Il est enfin devenu peintre*. Et il va peindre l'un des sujets les plus virils du Pays, «Le dragon vaudois», soldat de la cavalerie vaudoise, l'équivalent du chevalier médiéval ou du soldat d'élite contemporain, le noble guerrier qui assure la sécurité du pays, droit sur sa forte jument, jeune, fort, volontaire, fier. Le peintre exprime le Pays dans toute sa puissance.

Et bien sûr, c'est Ramuz l'artiste qui écrit. C'est le poète qui peint la nature, les hommes, enfin le monde. Le roman est comme un tableau, il *exprime* la beauté du monde, il permet de relier les hommes à la nature, et entre eux. Il est une sorte d'eucharistie artistique et sensitive. L'artiste a vraiment un rôle central au sein de son pays, de la communauté humaine. C'est ainsi que Ramuz le conçoit sans aucune espèce d'ambiguïté dans ce roman. *Aimé Pache, peintre vaudois* est une lecture fondamentale et formatrice. Il appartient à ces grands romans d'agir à tous les niveaux, intellectuel, sensuel et spirituel. Ils sont également politiques. Leurs récits ne communiquent pas seulement des informations ou du sens, ils nous permettent de *nous unir*, d'*être un*. Par la lecture, lieu solitaire privilégié, l'homme peut vivre l'unité, l'identité. Mieux peut-être que dans tout autre lieu... Le livre apparaît ainsi comme l'un des meilleurs espaces, sinon le meilleur, pour que cette alchimie de vie se réalise.

David Rouzeau

Cocher toutes les cases

L'expression à la mode *cocher toutes les cases* indique qu'une personne atteint la perfection dans un domaine quelconque.

Selon nos chers médias, en matière de bêtise et de méchanceté, Bolsonaro et Trump *cochent toutes les cases*. S'agissant d'intelligence, d'ouverture et de bonté, la chancelière Angela Merkel et Jacinda Ardern, Premier ministre de la Nouvelle-Zélande, *cochent toutes les cases*.

Les journaux télévisés de la RTS *cochent* en général *toutes les cases* quant à la correction politique et morale.

Ainsi celui du 3 septembre à 12h45.

Il y est d'abord question d'obésité. Durant le confinement, les Romands, privés d'activités physiques, ont pris du poids devant leurs écrans. Ils se sont gavés de chocolat, de glaces et de boissons sucrées, *activant un programme de récompense* pour avoir supporté vaillamment le coronavirus. Les enfants ont pris entre 1 et 9 kg pendant la crise, notamment les malheureux issus des *populations défavorisées*. *Ça m'interpelle beaucoup*, nous dit la blonde (et pimpante) docteure Nathalie Farpour-Lambert, *grande-prêtresse* de la TV quand il est question d'obésité.

Les jeunes grévistes du climat remontent au front. Les Cantons de Vaud, Genève, Neuchâtel et Jura, *en accord sur le fond* avec les enfants, ne puniront pas les absences. Le Valais et Fribourg, où l'école signifie encore quelque chose, ne seront *pas cools*: ils ne laisseront rien passer. Un jeune déclare: *De toute façon on n'a pas d'avenir... A quoi ça sert d'étudier? Il vaut mieux défendre le monde tant qu'il existe encore...*

C'est la rentrée. Il paraît que les élèves auront beaucoup à rattraper après les trois mois d'interruption dus au corona et aux vacances. Pourtant on nous a répété sur les antennes que l'enseignement *distanciel* avait fonctionné *super bien*, à quelques exceptions près, grâce au magnifique travail des enseignants, de l'administration et de Zoom.

Les villes jumelées de Winterthur et La Chaux-de-Fonds, *régions pas sexy*

au départ, subventionnent les visites réciproques de leurs citoyens pour aider le tourisme indigène.

C'est une certitude: les Russes ont empoisonné l'opposant Navalny au *Novitchok*. On se croirait *revenu aux temps les plus sombres de la Guerre froide*.

Une Verte de Montreux parle des «exigences» de son parti en dessinant des guillemets dans l'air.

A Lausanne, *la magie a opéré* durant le concours de saut à la perche au Flon. Ouf! Un moment *magique* est toujours le bienvenu.

Pour finir, deux présentatrices enamourées accueillent une *écrivaine* française, Fatima Daas, maîtrisant comme personne le *cochage de cases*.

L'autrice est jeune. A vingt-quatre ans, elle a obtenu un *master en création littéraire*. Son roman est jugé *fulgurant*. Virginie Despentes, *écrivaine* lesbo-féministe admirée de la camarilla littéraire, dont les professeurs lausannois font étudier en classe le *King Kong Théorie*, le recommande.

Fatima, en débardeur blanc, avoue avoir écrit une *autofiction*, bien qu'elle *n'aime pas les étiquettes*. Elle est musulmane, croyante et pratiquante, lesbienne, issue des *quartiers populaires*, féministe *intersectionnelle*. Son roman, *c'est un texte qu'elle a vomi, il y avait urgence à écrire ça*. Elle aime Marguerite Duras et Christine Angot. *Elle se cherche*. Elle veut *creuser la complexité des identités*. *Elle a envie de poser des mots sur ce qu'elle est. Je suis plurielle, dit-elle, il faut qu'on parle de comment mon roman s'est construit*. Celui-ci contient, selon une commentatrice, *des synecdoques, des anaphores et des oxymores* (on ne fait pas un master en création littéraire pour rien...).

L'important, c'est pas de choisir, c'est d'être.

Fatima a été invitée à Morges, au *Livre sur les quais*. On pouvait la rencontrer sur réservation, covid oblige.

J. P.

Programme des Entretiens du mercredi

Le programme des Entretiens du mercredi reprend avec le semestre universitaire, tout en suivant les consignes de sécurité sanitaire.

Nous nous réjouissons vous y retrouver!

Prochains rendez-vous:

16 septembre: *La panthère des neiges* de Sylvain Tesson
Avec Olivier Delacrétaç.

23 septembre: *Libres d'obéir* de Johannes Chapoutot
Avec Lionel Hort.

30 septembre: *Du cap aux grèves* de Barbara Stiegler
Avec Jacques Perrin

Place du Grand-Saint-Jean 1 à Lausanne, à 20h.

www.ligue-vaudoise.ch/mercredis

Droit d'urgence

«On voit bien que la justification des pleins pouvoirs a changé: c'était au début l'impérieuse nécessité qu'impose la menace extérieure, c'est maintenant une commodité pour tourner dans tous les domaines les obstacles de la légalité ou de l'opinion publique.» M. Philibert Muret signait ces lignes dans *La Nation* du 20 février 1947.

Quelques mois plus tôt, en juillet 1946, la double initiative de la Ligue vaudoise «pour le retour à la démocratie directe» avait abouti. Le concept était simple. Il s'agissait d'abord d'abroger tous les arrêtés fédéraux urgents pris par le Conseil fédéral durant ou à la suite de la mobilisation 1939-1945. Ensuite, il convenait de réformer le droit d'urgence. Cela fut le fait de l'introduction de l'arrêté fédéral urgent de portée générale limité dans le temps, et soumis au référendum facultatif du peuple. En cas de refus en votation, l'arrêté devenait caduc dans l'année. Si l'arrêté n'avait aucune base constitutionnelle, le référendum du peuple et des cantons était alors obligatoire.

La constitution du 18 avril 1999 a conservé le mécanisme à l'identique, avec un ajout, sous la dénomination de «loi fédérale déclarée urgente».

Après une très brève consultation, le Conseil fédéral vient de soumettre aux Chambres le projet de loi fédérale sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19. Il s'agit, pour le Conseil fédéral, de donner une base légale aux innombrables ordonnances prises en application de l'art. 185 al. 3 de la Constitution, l'autorisant à légiférer par voie d'ordonnances «en vue de

parer à des troubles existants ou imminents menaçant gravement l'ordre public, la sécurité extérieure ou la sécurité intérieure». Il s'agit ici de la condition *sine qua non* au prolongement de ces ordonnances, obligatoirement limitées dans le temps. Ainsi l'exige la loi sur le gouvernement et l'administration.

Le projet contient quatorze articles. Chacun concerne un thème et précise, de manière synthétique, quelles mesures le Conseil fédéral est habilité à prendre dans chaque domaine.

Limitée dans le temps au 31 décembre 2021 pour les mesures principales, et au 31 décembre 2022 pour les mesures relatives à l'assurance-chômage, cette loi fédérale urgente est soumise au référendum facultatif. Cela signifie très simplement que le Conseil fédéral considère qu'elle bénéficie de bases constitutionnelles suffisantes.

Plus précisément encore, il juge que la Confédération est constitutionnellement compétente dans l'ensemble des domaines que traite la loi.

Nous ne partageons pas cette analyse. A tout le moins nous considérons que ces compétences font défaut en ce qui concerne l'art. 5 (Mesures dans le domaine de la justice et du droit procédural) et l'art. 8 (Mesures dans le domaine de la culture).

Les actions concernant les médias (art. 9), qui pourraient faire question, sont limitées aux tarifs postaux et frais d'abonnement à l'Agence télégraphique suisse, si bien qu'ils entrent dans les rares compétences fédérales en la matière.

En matière de justice, c'est en particulier la capacité de la Confédération à intervenir en matière de procédure administrative cantonale qui interroge. A notre sens, elle ne dispose actuellement et strictement d'aucune marge d'intervention dans ce domaine extrêmement important de la vie judiciaire.

En ce qui concerne la culture, il faut d'abord saluer la volonté du Conseil fédéral de donner des moyens et des responsabilités à l'association Suisse-culture Sociale, sorte d'association faitière de soutien aux acteurs culturels. Par la délégation d'un budget, précédé de la signature d'une convention de prestation, elle donne des compétences à une structure non étatique et corporative.

Le parapluie est cependant trop large. Les compétences fédérales en matière de culture (art. 69 al. 2 Cst. féd.) sont limitées aux activités culturelles présentant un intérêt national (ce qui est un concept fort discutable). Le projet de loi ne fait aucune distinction de ce type. Dans cette mesure, il outrepassa le cadre constitutionnel actuel.

Que faut-il donc faire? En théorie, scinder le projet. La Constitution prévoit un régime référendaire différent selon que la loi fédérale urgente dispose ou non d'une base constitutionnelle: la loi dépourvue de base constitutionnelle doit obligatoirement être soumise au souverain.

Certes, une question de pragmatisme politique peut se poser. La loi fédérale est limitée dans le temps, au 31

décembre 2021. Dans une grosse année, elle ne sera plus applicable. Or une loi fédérale urgente – et c'est ici l'unique modification apportée au texte de 1946 – n'ayant pas été adoptée en référendum n'est pas prolongeable (art. 165 al. 4 Cst. féd.). Dans le cas où aucun référendum n'a lieu, le 31 décembre 2021, la loi fédérale urgente COVID-19 deviendra définitivement caduque.

Rien n'assure cependant que, le 31 décembre 2021, la situation sanitaire aura évolué. Il y a fort à parier que les autorités fédérales voudront conserver leurs nouvelles prérogatives. Il n'y a en réalité pas de différences entre la prolongation d'une loi existante et la soumission aux Chambres d'un texte légèrement remanié mais au contenu identique à la loi urgente précédente non soumise au vote. Face à un avenir incertain, il convient de respecter à la lettre les mécanismes institutionnels. A défaut, rien ne garantit qu'ils tiendront lorsque la situation sera plus grave encore.

Lors des initiatives de 1946 – le contexte était bien plus angoissant qu'aujourd'hui – la volonté de nos fondateurs était de soumettre le droit d'urgence au contrôle du souverain. Leurs motifs sont toujours valables aujourd'hui. A l'heure où nous mettons sous presse, les Chambres s'apprentent très simplement à violer la lettre et l'esprit de la Constitution en ne soumettant pas au peuple et aux cantons les articles 5 et 8 du projet de loi urgente. Si cela devait se confirmer, la question du soutien de la Ligue vaudoise au référendum devra sérieusement se poser.

Félicien Monnier

Vite, quelques coups de peinture jaune !

A l'étonnement de tous et l'effarement de certains, les routes et les rues de notre Canton se décorent à grande vitesse de marquages jaunes pour indiquer l'espace réservé aux vélos. Dans *24 heures* du 7 juillet dernier, Florence Germond justifiait cet empressement à multiplier les voies cyclables: «La planète se réchauffe, il faut aller de l'avant et nous partons du principe que les cyclistes ont leur place sur la chaussée au même titre que les véhicules motorisés.» Qu'en pensent les usagers de la route?

Point de vue d'un automobiliste:

C'est une nouvelle entrave visant à décourager l'utilisation des véhicules motorisés. Sur les routes hors localités, la portion de la chaussée réservée par les nouvelles mesures aux cyclistes est confortable, même suffisante pour un attelage. (Ces dangereuses remorques pour enfants!) La dimension a été manifestement calibrée à dessein. Ce qui reste de la route pour les quatre roues, même de petit gabarit, ne permet pas le croisement sans empiéter sur le domaine cycliste, ou sacrifier son rétroviseur contre la voiture d'en face. Les concepteurs du projet en sont parfaitement conscients, puisqu'à certains endroits, la ligne médiane a carrément été supprimée. Cela crée une ambiance de cohabitation forcée à l'amiable, un peu floue.

En ville, le mécontentement s'est exprimé à Genève par des manifestations, à Ouchy par la grigne des commerçants.

A l'avenue Bellefontaine, axe très fréquenté et très pentu de Lausanne, on a déroulé le tapis rouge pour la petite reine en supprimant une voie automobile. Le résultat, c'est la restriction de la fluidité du trafic dans une zone régulièrement engorgée, donc une pollution aggravée, tout cela au profit d'un petit nombre de sportifs bien entraînés et de cyclistes électrifiés. Mais il est vrai que l'urgence climatique et la défense des minorités sont des thèmes porteurs de la doxa contemporaine contre lesquels il est assommant de ferrailer.

Point de vue d'un cycliste:

On nous reproche régulièrement un comportement désinvolte à l'égard des règles de la circulation. Et c'est vrai: nous grillons les feux, roulons sur les trottoirs, traversons sur les passages pour piétons, empruntons les sens interdits, et cela dans une impunité quasi assurée. *Via Sicura* est menace de prison pour les automobilistes; bienveillante indulgence à notre égard. Quelle injustice! Est-ce par incivisme, par provocation, que nous nous conduisons de manière aussi irrespectueuse? Non. La raison est la suivante: le code de la route a été conçu il y a plusieurs décennies pour le trafic motorisé. Depuis soixante ans, ce trafic a décuplé dans notre Canton et, à l'exception du développement des autoroutes, le réseau routier n'a guère changé. D'où la cohabitation de plus en plus délicate entre les autos et

les vélos (et on ne parle pas des piétons). Il y a un demi-siècle, les cyclistes ne brûlaient pas les feux: il n'y en avait pas. Yverdon, ville cycliste par excellence, n'était équipée que d'un seul feu rouge pour 20'000 habitants (sur la place Bel-Air, il a été supprimé depuis!) Piétons, vélocipédistes, automobilistes, transports publics vivaient en bonne harmonie dans un paradis peu réglementé, tolérant et complémentaire.

Notre actuelle effronterie n'est pas l'expression du mépris des lois, mais de l'inadéquation de règles devenues insupportablement contraignantes et obsolètes dans un trafic saturé. «Une voiture, une moto et un vélo ne pèsent pas le même poids, n'occupent pas un espace comparable, n'atteignent pas la même vitesse, ne présentent pas la même maniabilité et ne nécessitent pas le même temps de freinage. Les usagers n'ont pas la même perception de leur environnement. A vélo, et dans une moindre mesure à moto, on entend, on voit, on sent nettement mieux la rue que lorsqu'on est assis dans un habitacle imperméable.» (Olivier Razemon, *Le Monde*, 24 XI 2014)

* * *

Nous devrions être satisfaits des mesures prises en faveur de la mobilité légère. Eh bien, c'est plutôt une déception: ces coups de pinceaux sur la chaussée ressemblent plus à une manœuvre dissuasive contre les automobilistes qu'à

un projet bien construit pour le partage de l'espace public. Une vraie piste cyclable, dans la mesure du possible, doit être clairement séparée de la chaussée, à l'exemple de celle qui relie Yvonand et Yverdon. Evidemment, c'est coûteux et cela demande des aménagements considérables. L'actuelle initiative des autorités pour encourager l'utilisation du vélo, menée dans la précipitation et sans concertation, donnera à nos roués caciques l'occasion de plastronner à l'évocation du nombre impressionnant de pistes cyclables réalisées si rapidement, à si peu de frais. Cela leur permettra de pérenniser commodément une situation insatisfaisante pour tous, au lieu de réfléchir à une planification générale de la mobilité, en tenant compte des besoins de chacun.

Jean-Blaise Rochat

La Nation

Rédaction

Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier
CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)

Fax 021 312 67 14

courrier@ligue-vaudoise.ch

www.ligue-vaudoise.ch

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

Une révolution bourgeoise interminable

Au printemps 2019, nous avons discuté dans *la Nation* certaines prédictions de Tocqueville (n°2121) et de Nietzsche (n°2122). Nous allons maintenant nous intéresser à Marx, auteur dont on dit – peut-être à tort – qu’il s’est beaucoup trompé. Après la chute du communisme en Russie, certains ont cru que le marxisme était mort. Il n’en est rien. Marx est très lu. Le marxisme pourrait renaître grâce à l’écologie. Deux des trois auteurs climato-pessimistes que nous avons étudiés au camp de Valeyres, Dany-Robert Dufour et Bernard Stiegler (décédé le 6 août), commentent le même texte de Marx tiré du *Manifeste du parti communiste* dans la traduction de Laura Lafargue, deuxième fille de Marx et de Jenny von Westphalen. Voici l’extrait :

La bourgeoisie a joué dans l’histoire un rôle éminemment révolutionnaire.

Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a détruit les relations féodales, patriarcales, idylliques. Tous les liens variés qui unissent l’homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié pour ne laisser subsister d’autre lien, entre l’homme et l’homme, que le froid intérêt, les dures exigences du « paiement au comptant ». Elle a noyé les frissons de l’extase religieuse, de l’enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux salées du calcul égoïste. Elle a supprimé la dignité de l’individu devenu simple valeur d’échange; aux innombrables libertés dûment garanties et si chèrement conquises, elle a substitué l’unique et impitoyable liberté de commerce. [...]

La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production et donc les rapports de production, c’est-à-dire l’ensemble des rapports sociaux. Le

maintien sans changement de l’ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de toutes les conditions sociales, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l’époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux stables et figés, avec leur cortège de conceptions et d’idées traditionnelles et vénérables, se dissolvent; les rapports nouvellement établis vieillissent avant d’avoir pu s’ossifier. Tout élément de hiérarchie sociale et de stabilité d’une caste s’en va en fumée. Tout ce qui était arrivé est profané, et les hommes sont enfin forcés d’envisager leur situation sociale, leurs relations mutuelles d’un regard lucide.

Poussée par le besoin de débouchés de plus en plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s’implanter partout, mettre tout en exploitation, établir partout des relations.

Par l’exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand regret des réactionnaires, elle a enlevé à l’industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont évincées par de nouvelles industries, dont l’implantation devient une question de vie et de mort pour toutes les nations civilisées [...] A la place des anciens besoins que la production nationale satisfaisait, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. A la place de l’isolement d’autrefois des régions et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle

des nations. Et il en va des productions de l’esprit comme de la production matérielle. Les œuvres intellectuelles d’une nation deviennent la propriété commune de toutes. L’étroitesse et l’exclusivisme nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles; et de la multiplicité des littératures nationales et locales naît une littérature universelle.

Grâce au rapide perfectionnement des instruments de production, grâce aux communications infiniment plus faciles, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu’aux nations les plus barbares.

Selon Marx et Engels, l’histoire de toute société se résume à celle de la lutte des classes. Le mérite de la bourgeoisie est d’avoir simplifié celle-ci. Deux classes se font désormais face : la bourgeoisie et le prolétariat. Le texte ci-dessus ne prophétise rien. C’est une description glaciale, parsemée de traits moqueurs, aussi vraie en 2020 (voire plus) qu’en 1848, quand le *Manifeste* paraît. La bourgeoisie a détruit l’Ancien Régime. Les traditions, le respect des pères, la religion, l’honneur, les franchises locales, l’autarcie et les belles-lettres nationales, tout s’est effondré. La classe bourgeoise qui détient le capital, les connaissances scientifiques et promeut sans cesse l’innovation technique, ne connaît que son intérêt, ne procède plus que par le calcul, ne se dévoue que pour le commerce et révère l’aiguillon de la concurrence. Les techniques nouvelles refaçonnent les rapports sociaux. Cela se produit si vite que l’agitation et l’insécurité règnent. A cause de la division du travail qui permet une production industrielle à

grande échelle, ouvriers et artisans, devenus des salariés, perdent leur savoir-faire et leur fierté professionnelle. Ils effectuent des tâches parcellaires avant d’être remplacés par des machines, en échange d’un salaire tout juste suffisant pour renouveler leur force de travail, seule marchandise qu’ils puissent vendre.

L’analyse marxiste sonne désagréablement aux oreilles d’un conservateur attaché à sa nation parce que Marx a en grande partie raison. Oui, depuis les Grandes Découvertes, grâce à la science galiléenne puis newtonienne permettant le progrès technique, la production s’est mondialisée, la consommation aussi. La vie intellectuelle se déroule en anglais. Le coronavirus nous rappelle notre dépendance à de nombreux produits étrangers, à des ressources lointaines, à l’existence d’un réseau mondial de communication et de transport, à des sources d’énergie souvent situées hors de nos murs.

Il va de soi que pour Marx, la victoire de la bourgeoisie sur la féodalité idyllique, en extase et chevaleresque n’est en rien regrettable. Ce n’était qu’une étape nécessaire avant la *lutte finale* et l’établissement de la société communiste sans classe, débarrassée de *l’exploitation de l’homme par l’homme*.

Or cette société n’a jamais vu le jour et la grande bourgeoisie capitaliste et mondialiste décrite dans le *Manifeste* de 1848 accélère sans cesse le rythme au lieu de se putréfier comme Marx le prédisait. Pourquoi? Cette marche sera-t-elle interrompue? Nous le verrons dans un prochain article.

Jacques Perrin

Nouveaux avions – anecdotes de campagne

Un passant nous jette un regard, et sans changer le rythme de son pas décidé nous dit « Moi c’est non, non et non! ». Quelques instants après, il revient et pose la question d’un ton irrité : « Dites-moi, avant, la Suisse a acheté des Venom, puis des Vampire, des Hunter, des Tiger, des F/A-18 et maintenant encore un nouvel avion? Ils n’ont jamais servi à rien! » Je réponds que nos avions de combat interviennent actuellement environ 350 fois par année, dont 30 à 40 fois pour des raisons de violation de notre espace aérien. Nos avions de combat servent... tous les jours!

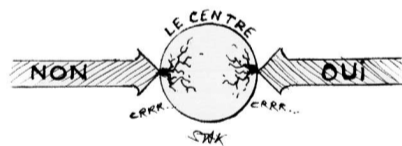
Dans l’émission « La Matinale » du 7 septembre, Christian Levrat, assène quelque poncif de la gauche antimilitariste : l’armée se prépare à une guerre d’un autre temps, clame-t-il. Alors certes les menaces évoluent. Aujourd’hui, on envisage des attaques informatiques ou terroristes. Cependant, il n’y a actuellement pas une seule opération militaire dans le monde qui n’implique pas des avions de chasse. Les nouvelles menaces se surajoutent à celles qui existent déjà. La gauche

montre qu’elle n’a guère qu’une connaissance de surface des réalités tactiques et stratégiques. Lorsque l’actualité politique de notre pays la force à s’intéresser au domaine de la défense, elle ne fait que recycler de opinions antimilitaristes toutes faites.

Tous les pays qui nous entourent continuent d’entretenir une armée de l’air dont l’épine dorsale est constituée d’avions du type dont la Suisse doit se doter. Parmi les avions en lice pour remplacer les F/A-18, il y a par exemple l’Eurofighter et le F/A-18 Super Hornet, dont l’Allemagne va respectivement acheter 90 et 45 exemplaires pour remplacer ses Tornado vieillissants. Il y a le F-35 dont la Belgique et la Pologne vont se doter, ou encore le Rafale français, dont l’Inde est en train de s’équiper afin de faire militairement le poids face au Pakistan et à la Chine.

Les avions de combats seront encore pour longtemps le seul moyen d’assurer la maîtrise du ciel, n’en déplaise à M. Levrat.

Jean-François Pasche



Le Parti démocrate-chrétien veut changer de nom pour s’appeler désormais « Le Centre » – « Die Mitte » en allemand.

LE COIN DU RONCHON

Il s’agit, nous dit-on, de stopper l’érosion de son électorat. Pour séduire un électorat plus large, le parti saisit l’occasion d’abandonner enfin cet insupportable adjectif « chrétien », qui met mal à l’aise ses dirigeants qui le considèrent comme un « handicap ». Le résultat sera intéressant à observer. Parmi les 11 % d’électeurs qui ont continué jusqu’ici à voter PDC, il y avait peut-être quelques fiefés réactionnaires, motivés précisément par le « C ». Et peut-être même y en avait-il d’autres qui, distraits, confondaient PDC et UDC. Avant d’élargir l’électorat, il faudra déjà l’empêcher de rétrécir au lavage.

Il est vrai que le nouveau logo, qui montre une parenthèse qui se referme (tout un symbole!), est discrètement accompagné de la mention de trois

Au milieu de nulle part

« valeurs » qui, elles, ratissent plutôt large : « Liberté. Solidarité. Responsabilité. » Pas mal, non? On sent la volonté d’un positionnement fort, original par rapport à d’autres slogans tels que « Liberté et sécurité » (UDC), « Pour tous sans privilèges » (Parti socialiste) ou « Créateurs d’avenir » (Verts libéraux). Pourquoi n’avoir pas osé « Ensemble au Centre »? Et pourquoi avoir oublié ce qui préoccupe le plus les citoyens du XXI^e siècle : Plus durable. Moins cher. 100% recyclable. On aurait aussi pu imaginer : Mieux pour la vie. Pour moi et pour toi. M comme Milieu. L’idéal c’est Le Centre. Parce que le monde bouge. Parce que nous le valons bien. Le Centre et ça repart... Après tout, le centre qui attire le plus de monde, c’est encore le centre commercial.

On ne saurait pourtant juger valablement de tout cela sans avoir consulté une définition académique : « Centre : point se trouvant à la même distance de tous les points d’un cercle ou d’une sphère ». L’ambition du nouveau « Centre » est donc de se trouver à égale distance de toutes les idées politiques. Loin, très loin peut-être, mais à égale distance.